

# On manque d'ingénieurs : À trop se focaliser sur le système dual, la politique suisse de formation entretient la pénurie dans des professions d'avenir

Autor(en): **Erard, Lucien**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(2017)**

Heft 2165

PDF erstellt am: **21.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1014310>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

# On manque d'ingénieurs

A trop se focaliser sur le système dual, la politique suisse de formation entretient la pénurie dans des professions d'avenir

Lucien Erard - 17 mai 2017 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/31521>

La Suisse manque cruellement d'ingénieurs, plus encore que d'informaticiens, de cadres, de personnel de santé. Ce cri d'alarme d'economiesuisse s'appuie sur une [étude](#) du Seco qui évalue le manque de personnel dans les différentes professions.

La pénurie se fait sentir là où l'on exige des qualifications particulièrement élevées, où le chômage est inférieur à la moyenne, où l'on recrute à l'étranger le personnel que l'on ne trouve pas chez nous, où le nombre de places vacantes est important, là où enfin l'emploi augmente rapidement.

Selon [economiesuisse](#), il va manquer à terme 50'000 ingénieurs. D'abord, on n'en forme pas assez. En outre, les employeurs, qui ont des besoins très spécifiques, se refusent souvent à recruter du personnel qui n'y répond pas exactement et dont il leur faudrait compléter la formation. L'enquête menée auprès des ingénieurs membres de [Swiss Engineering UTS](#) le confirme. Les salaires et le manque de perspectives de carrière jouent aussi un rôle. Mais c'est d'abord le manque d'ingénieurs suisses qui explique la difficulté d'en recruter et de les conserver.

Il faut donc former davantage d'ingénieurs, en commençant

par motiver les jeunes gens et les jeunes filles pour ce métier. Il faut aussi améliorer l'enseignement des «MINT» - mathématiques, informatique, sciences naturelles et techniques. Il faut enfin offrir aux ingénieurs suisses la possibilité de faire une véritable carrière pour qu'ils restent dans leur profession. Plus d'un tiers des ingénieurs changent d'orientation au cours de leur vie.

Mais ni l'étude d'economiesuisse, ni les [commentaires de la presse](#) n'abordent les priorités de nos politiques de formation. Il est naturellement réjouissant d'entendre notre ministre de la science et de la recherche, mais aussi ses partenaires étrangers, vanter notre système dual, où les élèves se forment en entreprise, souvent dès leur 15e année. Ils suivent encore des cours et pourront, plus tard, développer de nouvelles qualifications dans une haute école.

Reste que les professions où l'on manque de personnel diplômé - ingénieurs mais aussi informaticiens et personnel de santé - leur seront fermées, ou en tout cas difficiles d'accès.

[A défendre à tout prix le système dual](#), on va jusqu'à éliminer, par ce qui ressemble à un véritable *numerus*

*clausus*, des élèves qui pourraient parfaitement poursuivre un cursus scolaire. On leur ferme ainsi l'accès à des métiers où l'on manque de personnel et où l'on doit faire appel à des étrangers.

Beaucoup de nos enfants - garçons et filles - rêvent de ces professions fascinantes, bien payées et où l'on ne connaît pas le chômage: médecins, professeurs, chercheurs, infirmières, ingénieurs, juristes, cadres administratifs. Ce sont ceux qui nous manquent. Ceux qui entre 10 et 15 ans ont vu les portes de ces professions se fermer parce que l'école ne leur avait pas apporté la formation nécessaire. Or c'est à ce niveau qu'il faudrait investir. C'est justement ce que prévoit le président Macron qui veut réduire les effectifs des classes dans les quartiers défavorisés.

Que la Suisse, l'un des pays les plus riches du monde, en soit à économiser sur la formation de ses enfants et à recruter à l'étranger les cadres dont elle a besoin devrait nous faire réfléchir. Voir les professions les plus enviables largement offertes à des immigrés pourrait bien expliquer le rejet, toujours plus marqué, de la libre circulation des travailleurs.

Le monde politique a beau jeu

de faire comprendre qu'on ne peut se passer de main-d'œuvre étrangère. Ceux que le

système scolaire a empêchés de choisir leur métier, les mères que le manque d'aide empêche d'exercer l'une de ces

professions, n'acceptent plus les yeux fermés l'afflux d'étrangers.

## La Suisse romande face aux régions d'Europe: une mascarade

Quand une opération de marketing invente une région économique romande

Jacques Guyaz - 18 mai 2017 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/31527>

Les classements internationaux sont à la mode. On connaît bien ceux des universités ([DP 2123](#)) qui s'appliquent à des entités comparables et clairement définies. Et le [Crea](#) vient de publier son dixième [rapport](#) sur le produit intérieur brut (PIB) romand pour pouvoir le comparer dans un classement des régions d'Europe dont les médias se sont fait l'écho.

Les données sont extraites des bases de données d'[Eurostat](#) et de l'[Office fédéral de la statistique](#). Bien entendu et comme d'habitude dans ce genre de liste, les «régions suisses» sont en tête, devancées uniquement par Inner-London-West et le Luxembourg.

L'Office fédéral de la statistique a divisé la Suisse en sept grandes régions, dont une région lémanique qui comprend les cantons de Vaud, de Genève et du Valais. Premier problème: le Crea a inventé une région romande regroupant tous les cantons romands. Or il ne s'agit ni d'une entité politique, ni d'une entité linguistique si l'on tient

compte de la Singine et du Haut-Valais, ni d'une entité économique. Il n'existe pas de bassin d'emploi romand, ni d'activité économique comparable entre les différents cantons. Le découpage de l'OFS est sans doute plus pertinent. L'arc lémanique, son bassin versant, la vallée du Rhône, l'aéroport de Genève et les axes de communications ferroviaires et autoroutiers confèrent une certaine logique à la création d'une région statistique avec Genève, Vaud et le Valais.

Second problème: la définition des [régions](#) par Eurostat reste très approximative malgré un louable effort d'harmonisation. La région présentée comme la plus riche d'Europe, Inner-London-West, comme son nom l'indique, comprend essentiellement les quartiers centraux de la capitale britannique du bon côté de la Tamise, avec la City comme pôle d'attraction. Le même classement comprend, au hasard, la Guyane, la Calabre et le Mecklembourg-Poméranie. Une telle liste n'a tout simplement aucun sens.

Nos journaux, jamais en retard d'une petite [pointe ironique](#) vis-à-vis de nos voisins français, soulignent que la région Rhône-Alpes n'a que la moitié du PIB par habitant de la Suisse romande. Si l'on comparait la ville de Lyon et le canton du Jura, le résultat serait différent. Une telle comparaison n'aurait bien sûr aucune valeur. Il en va de même de la totalité de ce classement par région. Bien sûr il existe des zones économiques pauvres ou prospères en Europe, mais elles sont souvent diffuses, malaisées à définir, pas forcément en rapport avec des découpages politiques, ni même avec les frontières nationales.

Les auteurs de l'étude se livrent à un certain nombre de contorsions, en proposant un autre classement tenant compte de la valeur du franc suisse ou de notre niveau des prix, ce qui rejette les régions helvétiques plus bas dans le classement. Mais ces manipulations sont elles aussi quelque peu arbitraires. La valeur du franc reflète aussi en partie la force de l'économie